

La voie de l'opposition de gauche

Premiers bilan et enseignements du combat sur les retraites.

Le 27 octobre 2010

En guise d'introduction.

Camarades, je suis trop loin pour estimer la situation avec précision, depuis quelques jours on peut lire tout et son contraire sur la mobilisation.

Certains syndicalistes et partis estiment que la mobilisation ne faiblit pas et qu'elle va encore se développer, selon des infos diffusées par les médias et agences de presse c'est exactement le contraire qui est en train de se produire. De mon côté j'ai noté qu'un peu partout des appels à la reprise du travail avaient été votés ou que les grèves ne concernaient plus qu'une infime minorité de travailleurs dans les principaux secteurs engagés dans la bataille, à l'exception des raffineries dont la majorité demeureraient bloqués mardi. Qu'en est-il au juste ?

Le gouvernement a répondu favorablement à l'appel de Chérèque soutenu par Parisot de passer à poursuivre son offensive contre le prolétariat les jeunes et nos vieux travailleurs, avec le soutien de la CGT et de FO qui juge cette initiative "*prématurée*". (publicsenat.fr 26.10)

Bon, quoi qu'il en soit, j'ai rédigé un article, il y a déjà deux jours, dans lequel je tire le bilan et les premiers enseignements de cette bataille, je vous le soumetts, il vaut ce qu'il vaut. Vous verrez que je porte un regard sur cette bataille sans doute très différent de celui que l'on va vous servir dans les jours qui viennent.

On a tendance à confondre les discours qui relèvent de l'agitation pour entraîner les masses au combat et l'analyse lucide de la situation, qui, il faut bien le préciser, fait particulièrement défaut la plupart du temps ou plutôt comporte de graves lacunes ou imprécisions généralement volontaires, ce que ne détectent pas toujours les militants. Dans toute analyse de ce genre, lorsqu'elle est effectuée par un syndicat ou un parti, il ne faut pas oublier qu'elle est généralement faussée par les intérêts de leurs appareils qui n'apparaissent pas forcément clairement... et pour cause, ce qui n'est pas notre cas puisque nous ne roulons pour aucun syndicat ou parti en particulier.

Quelle est la situation ?

On nous dit que dans la même commune des postiers, des infirmières, des pompiers, des employés de mairie, etc. seraient en grève, que plusieurs entreprises du secteur privé seraient à l'arrêt, que des lycéens seraient également mobilisés, que des centaines de retraités, chômeurs ou étudiants ont participé aux dernières manifestations... Alors comment se fait-il qu'ils ne se soient pas regroupés, on ignore même s'ils se sont rencontrés en dehors des manifestations, comment se fait-il qu'aucun appel n'ait été lancé dans ce sens-là ? Les intersyndicales qui se sont constituées sur les lieux de travail se sont-elles fédérées ? Ont-elles organisé localement des meetings pour organiser les travailleurs ou se sont-elles contenté de demeurer les porte-parole des syndiqués et des travailleurs sans s'appuyer sur leur organisation ? Qu'est-ce qui a été fait pour éviter que les travailleurs demeurent isolés et prennent conscience de leur force ?

La différence entre une section syndicale, une intersyndicale et un comité d'action ou de grève.

La différence entre une section syndicale, une intersyndicale et un comité d'action ou de grève, c'est que seul ce dernier composé de et élu par des travailleurs syndiqués ou non représente l'ensemble des travailleurs. Un syndicat parle au nom de tous les travailleurs, mais il ne représente que les travailleurs qui y ont adhéré, soit une infime minorité. Un délégué d'un comité d'action ou de grève est élu par les travailleurs réunis en assemblée générale dans l'entreprise, un délégué syndical est désigné par son syndicat au niveau fédéral. Sur le plan de la représentativité et de la légitimité, c'est donc le comité d'action ou de grève qui l'emporte.

En pratique comité d'action ou de grève et syndicat devraient se compléter, le syndicat devrait participer au fonctionnement du comité et l'aider à sortir de son isolement, ce qui répugne aux syndicats qui considèrent en général que ce genre de comité remet en cause ou empiète sur leurs prérogatives, sauf en cas d'occupation d'usine où la constitution d'un comité de grève s'impose naturellement, car justement sur le plan organisationnel il a besoin de la participation de nombreux travailleurs syndiqués ou non, les seuls syndiqués n'y suffisant pas, ce qui est plus vrai aujourd'hui qu'hier au regard du faible taux de syndicalisation.

Le mandat.

Le délégué syndical détient son mandat de sa fédération, à qui seule il a des comptes à rendre, son origine est donc extérieure ou étrangère à l'entreprise où il intervient, qu'il travaille ou non dans cette entreprise, alors que celui du délégué du comité d'action lui a été confié par les travailleurs réunis en assemblée générale dans l'entreprise. Maintenant le délégué syndical peut être mandaté par une assemblée générale du personnel, c'est ce qui se passe le plus souvent en l'absence de comité d'action ou de grève, dans ce cas-là c'est à l'assemblée générale du personnel qu'il doit rendre des comptes. Le délégué syndical peut également être élu délégué du comité, dans ce cas-là c'est également à l'assemblée générale du personnel qu'il devra rendre des comptes, sur la base du mandat précis qui lui a été confié et non sur celui de son syndicat. Les moyens de pression du patronat ou du gouvernement ont plus d'impact sur une section de dix syndiqués que sur un comité d'action.

Le délégué syndical.

Le statut du délégué syndical est arbitraire puisqu'il est désigné par sa fédération, qui peut le confirmer dans cette fonction ou le virer s'il devient trop encombrant. Il n'est pas élu, on peut donc facilement contester sa légitimité et le gouvernement ne s'en prive pas, ce qui sera plus difficilement le cas avec les délégués élus d'un comité d'action ou de grève.

Le délégué syndical est mandaté par l'appareil du syndicat, alors quand on a à l'esprit la nature des appareils des syndicats, sauf exception qui confirme la règle, on peut en déduire que la désignation d'un délégué syndical n'est jamais anodine, surtout lorsqu'il doit intervenir dans de grandes entreprises ou les services publics, il doit de préférence adhérer et être apte à défendre l'orientation politique de la direction confédérale de son syndicat, cet aspect est d'autant plus important qu'il sera appelé à intervenir au moment de l'élection des délégués participant au congrès qui voteront les différentes motions en présence et qui éliront la direction du syndicat.

Les syndicats et leur fonctionnement.

Il ne faut donc pas s'étonner ensuite que depuis la création des différents syndicats, leurs dirigeants soient systématiquement reconduits dans leurs fonctions, et que les motions qu'ils proposent au vote lors des congrès soient systématiquement approuvées par une majorité des délégués. Bref, on comprend parfaitement pourquoi la direction des syndicats est inamovible, indéboulonnable et qu'elle se perpétue à elle-même depuis des lustres, de là à penser que finalement il n'y a pas grand chose de démocratique dans leur fonctionnement, dans les syndicats en général, on est en droit de l'affirmer.

Dans ces conditions, on comprend également que les syndicats entre les mains d'une bureaucratie parasitaire tirent davantage leur légitimité du pouvoir en place qui est complice de leurs basses manoeuvres ou besognes, que des syndiqués qui en sont les otages ou de l'immense majorité des travailleurs qui refusent de se syndiquer. Le fonctionnement des syndicats n'a rien à envier aux institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République où élus et partis qui y participent se distribuent et se partagent les rôles et les fonctions (commissions) dans le dos des électeurs qui n'en sont pas forcément informés et qui sont de toutes manières impuissants à y changer quoi que ce soit.

Les syndicats n'appartiennent pas aux syndiqués, encore moins aux travailleurs, ils sont la propriété exclusive d'une bande de bureaucrates corrompus, avec la bénédiction du régime qui les financent généreusement et qu'ils défendent en retour, après tout c'est bien la moindre des choses. C'est quelque part une entreprise qui fonctionne sur le modèle de la propriété privée ou une entreprise mafieuse qui profite de la crédulité ou de l'ignorance des travailleurs, et qui a davantage pour fonction de neutraliser le rejet du capitalisme par les travailleurs que les organiser pour l'abattre. Cela étant dit, en attendre quelque chose,

c'est comme espérer que la gangrène qui vous a déjà fait perdre un pied ne vous privera pas des deux demain sans pouvoir la contenir, c'est se leurrer.

Bilan et premiers enseignements.

Il va nous falloir tirer le bilan et les leçons de la bataille sur les retraites qui n'est pas encore terminée, mais dont l'issue ne laisse aucun doute, sauf évènement imprévu. Il est sans doute trop tôt pour le faire, les causeries d'aujourd'hui et d'hier avaient pour objectif d'amorcer ce travail. Prenons tout de même le risque de tirer quelques enseignements.

Finalement tout a été fait pour que les travailleurs en grève dans une entreprise demeurent isolés, pour que ceux d'un secteur d'activité le demeurent aussi, pour que les syndiqués et les intersyndicales le demeurent également, bref il ne fallait pas que la classe très hétérogène et largement atomisée ne se regroupe sur un axe politique unique : affronter le gouvernement sur le mot d'ordre du retrait, quitte à devoir le renverser pour y parvenir.

Les syndicats à travers l'intersyndicale ont parfaitement rempli leur rôle de remparts des institutions, au lieu d'aider les masses à avancer sur la voie qui aurait conduit à poser la question de leur renversement pour obtenir satisfaction sur la question des retraites. Pourquoi mettre davantage l'accent sur les institutions que sur le capitalisme ? Le combat contre les institutions ne devrait-il pas être réservé aux partis politiques, et celui contre le capitalisme aux syndicats, sans en exclure les partis ?

Tout simplement parce que les représentants officiels des capitalistes, le Medef en tête, sont demeurés relativement discrets au cours des derniers mois, et parce que c'est principalement avec les représentants de l'Etat que les syndicats ont discuté des retraites, sans oublier que ce sont eux qui sont à l'origine du projet de loi ou plutôt qui avaient pour tâche de le présenter aux syndicats, et que ce sont les députés et les sénateurs qui l'adopteront, ce sont donc trois institutions de la Ve République qui auront été mises à contribution, le président et son ministre du Travail, l'Assemblée nationale et le Sénat.

On s'aperçoit ici, que rien que le fait d'évoquer ce projet de loi, devait inévitablement aboutir à donner un contenu politique à la mobilisation des travailleurs et à dresser la classe contre Sarkozy, l'Etat et ses institutions. Mieux, ce contenu politique était pour ainsi dire inscrit dans ce projet de loi, il aurait donc fallu le mettre en évidence et s'en saisir immédiatement, alors que tout a été fait pour que la mobilisation ne prenne surtout pas un contenu politique.

C'est peut-être ce qu'a essayé de faire le POI à sa manière en s'adressant aux dirigeants des différents partis se réclamant de la classe ouvrière, mais c'était peine perdue d'avance connaissant leur attachement indéfectible au régime, c'était même une erreur, car c'était favoriser le seul rôle ou ils excellent en dehors de gérer la société pour le compte des capitalistes, prendre la direction du mouvement pour le conduire dans une impasse ; on ne parlera de trahison que de la part des partis qui ne comptent pas parmi les satellites du PS et qui ont fait cause commune avec lui, le NPA principalement.

Le front unique sous la direction du PS ne pouvait pas aboutir à un autre résultat que celui sur le plan syndical sous la direction du tandem Chérèque-Thibault, il ne pouvait pas suppléer à la fois l'absence d'organisation de la classe (comités d'action fédérés au niveau local, départemental, national) et l'absence du parti révolutionnaire, pire, il ne pouvait que redorer le blason du PS (et des appareils en général) qui était sur une ligne fataliste face à la crise du capitalisme, ce qui devait aboutir à ce que les travailleurs finissent par se dire que finalement cette loi était certes mauvaise, mais qu'elle était nécessaire car elle permet tout de même de financer les retraites et de les sauver... Une toute autre attitude de la part de la majorité des travailleurs aurait signifié qu'ils étaient sur une ligne de rupture avec le capitalisme, or ce n'était pas le cas, comme on verra sans doute dans les jours et semaines qui viennent, une fois que la loi sera définitivement adoptée, qu'ils ne sont pas davantage sur une ligne de rupture avec les institutions.

Vous nous pardonnerez de ne pas reprendre le discours de certains dirigeants qui affirmaient que la totalité des travailleurs étaient sur la même ligne, à les entendre, pour un peu la classe serait devenue du jour au lendemain anticapitaliste et elle était prête à passer à l'assaut des institutions, si tel avait été le cas, l'issue de cette bataille aurait été différente.

S'agissant de la mobilisation de la base des syndiqués ou plus largement des travailleurs, elle est restée minoritaire tout au long de cette bataille ou elle est demeurée cantonnée à certains secteurs d'activité, elle n'est même pas parvenue à entraîner dans la grève les travailleurs de l'ensemble des grandes entreprises

ou de la fonction publique. Une partie de ces travailleurs se sont mis en grève spontanément à l'appel de leurs syndicats avant de reprendre le travail au bout de 24h ou quelques jours, tandis que les autres grèves étaient pour ainsi dire imposées par les appareils et n'entraînaient le plus souvent qu'un quart ou un tiers des travailleurs concernés, à l'exception des raffineries.

Il y aurait sans doute beaucoup à dire à propos de la grève des raffineries qui fut la plus longue, ses conséquences et les réactions qu'elle a déclenchées. Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de remettre en cause les motivations des ouvriers des raffineries, mais de mettre en lumière la manipulation dont ils ont été l'objet de la part de l'appareil de la CGT qui s'en est servi à la fois comme exutoire pour mieux camoufler sa trahison et servir sur un plateau au tandem Sarkozy-Hortefeux un prétexte pour accentuer la répression, sur fond de provocation policière donnant lieu à des milliers d'arrestations parmi les jeunes essentiellement. Il semblerait que les syndicats lycéens et étudiants aient agi de la même manière sans jamais se prononcer pour la grève illimitée jusqu'au retrait.

Par contre, ce genre de manipulation n'a manifestement pas pris avec les étudiants qui à aucun moment ne se sont mobilisés massivement au niveau national. On ne peut exclure là non plus qu'une minorité de lycéens ou d'étudiants ne se soient saisis de la question des retraites pour se mobiliser, la jeunesse étant excédée par le mépris dont elle fait l'objet de la part du pouvoir, il était relativement facile de la faire sortir dans la rue, et ceux qui ont poussé à la roue dans ce sens savaient pertinemment qu'elle réagirait au quart de tour en cas de provocation de la part du gouvernement, ce qui n'a pas manqué, tendant ainsi la perche à Hortefeux et ses flics-casseurs pour décrédibiliser le mouvement en cours, sachant aussi qu'une fois lancée les jeunes les plus déterminés deviendraient rapidement incontrôlables et chercheraient à en découdre avec la police qui symbolise à leurs yeux l'ordre établi qui leur répugne avec ses injustices et ses inégalités. Cependant, seul un quart environ des lycéens à des degrés divers ont participé aux différentes actions qui leur ont été proposées par les syndicats quand ils ne les ont pas improvisées sur le terrain.

Les appareils des syndicats ont parfaitement gérée la contradiction à laquelle ils étaient confrontés avec le soutien du gouvernement, pour être plus précis il faudrait dire que le gouvernement et les appareils ont agi de concert, que leur stratégie complétait utilement celle du gouvernement, afin de faire passer cette contre-réforme. Il leur fallait à la fois satisfaire leur base qui voulait en découdre et conserver le contrôle de la mobilisation, afin de la mener dans une impasse à l'aide de journées d'action sans lendemain, de grèves isolées et jamais centralisées au niveau national. En organisant des grèves reconductibles isolées, en lançant les lycéens dans le mouvement sans qu'ils y aient été préparés, en proposant ensuite aux travailleurs des actions spectaculaires et inoffensives, les appareils ont répondu au rejet du prolétariat et sa jeunesse du pouvoir en place et de la contre-réforme des retraites dans l'intention de leur faire subir une lourde défaite, pour leur faire passer l'envie de se mobiliser avant longtemps et permettre ainsi à Sarkozy de poursuivre tranquillement son offensive contre la classe ouvrière jusqu'en 2012, un calcul qui était osé et qui risque bien d'avoir été inutile, la suite nous le dira.

Finalement et conformément à la nature de leurs dirigeants, les appareils ont agi en serviteurs zélés du régime. Ils avaient pour objectif commun avec le gouvernement, de briser la résistance de la classe ouvrière, la démoraliser au moment où elle commençait à reprendre confiance en ses forces, et lui interdire toute issue politique en dehors d'une alternative en 2012, qui consistera si elle avait lieu, à poursuivre la même politique réactionnaire sous un autre masque. La soi-disant fermeté affichée par Chérèque et Thibault ainsi que l'intersyndicale, leur servira demain à faire retomber sur les épaules des travailleurs le poids de cette défaite dont les appareils sont les principaux responsables, et la boucle sera bouclée.

Quelles en seront les conséquences pour les appareils ? S'en sortiront-ils indemnes ? Allez, nous prenons le pari qu'ils s'en tireront comme les autres fois, après tout cela fait un demi-siècle que cela dure. A force de perdre son temps à ménager la chèvre et le chou, on finit par y perdre son âme... et le mouvement ouvrier l'objectif de son combat.

Tous les syndicats sans exception ont montré qu'ils étaient totalement inféodés au capitalisme et aux institutions, ce sont donc avant tout des institutions contre-révolutionnaires par la nature de la bureaucratie qui les contrôlent, au-delà du fait que les travailleurs s'en saisissent pour mener leur combat contre le capitalisme. Dans ces conditions, la mobilisation n'ayant pas atteint le niveau de maturité politique nécessaire pour déboucher sur l'organisation des masses indépendamment des appareils, il était impossible de briser le carcan des appareils et de vaincre Sarkozy.

A quoi bon organiser une conférence de délégués comme le propose le POI, hors mobilisation, pour ainsi dire déconnectée du terrain, qui plus est dans deux mois, alors qu'il auraient été tout trouvés au sein des comités de grève ou d'usines constitués lors de cette mobilisation. Cette conférence aurait dû être organisée au cours de cette mobilisation, ni après, encore moins deux mois plus tard, encore aurait-il fallu que le POI soit alors sur cette orientation et favorise la constitution de comités de grèves ou d'usines. Cela dit, nous soutenons cette initiative et nous renouvelons notre appel à tous les militants à y participer.

A quoi bon marteler que les appareils sont les obstacles à submerger ou abattre pour vaincre Sarkozy, quand finalement on s'en remet à ces appareils en lançant des appels en leur direction ? Cela nous fait une belle jambe qu'une intersyndicale se prononce pour le retrait et la grève quand elle demeure l'expression des seuls syndiqués, car c'est là toute la question, la faiblesse de l'organisation de la classe, au-delà de la compréhension de la société dans laquelle nous vivons, la nécessité de liquider le capitalisme et les institutions.

Les syndicats peuvent se prévaloir de représenter tous les travailleurs syndiqués ou non, les appareils prétendent exactement la même chose, sauf qu'il y a un détail qui distingue les deux et qui fait toute la différence : c'est que ce sont les appareils qui contrôlent les syndicats et déterminent leurs stratégies et actions en sachant qu'ils bénéficieront d'un soutien de poids : le gouvernement, le PS et ses satellites, les institutions, le patronat singulièrement silencieux ces derniers temps, et les médias. Non seulement les travailleurs ne peuvent compter sur ce soutien, mais ils sont suspendus aux décisions arbitraires de dirigeants syndicaux qui n'attendent qu'une occasion pour les trahir, ils ne sont même pas organisés, donc incapables de conduire leur mouvement dans la bonne direction.

On arrêtera là pour aujourd'hui sans prétendre avoir tiré toutes les leçons de cette bataille, nous y reviendrons sans doute dans les jours qui viennent.